

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

L'Eurogroupe cherche à faire porter le chapeau à la Grèce !

- International - Europe -

Date de mise en ligne : mercredi 18 février 2015

Démocratie & Socialisme

Les 18 pays, dont la France, qui se sont opposés à la Grèce lors de la réunion de l'Eurogroupe du 16 février sont les seuls responsables de la rupture des négociations. Ils ont d'ailleurs, aussitôt, posé un ultimatum, expirant le 20 février, à la Grèce. Ce n'est pas pour autant qu'ils acceptent d'assumer les conséquences de leurs actes. Ils essaient, au contraire, de faire porter le chapeau à la Grèce, tant les conséquences d'un échec des négociations risquent d'être lourdes pour l'Union européenne.

Deux documents et non un seul

De multiples sources [1] attestent maintenant que le commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici, avait proposé, avant le début de la réunion, un projet d'accord au ministre des Finances de la Grèce.

Ce projet acceptait de discuter du « programme intermédiaire » réclamé par le gouvernement grec, consentait à négocier les conditions mises à une nouvelle aide financière et prévoyait que la réduction du déficit public en 2015 serait fixée en fonction de l'évolution de l'économie grecque. Yanis Varoufakis, à la lecture du document, avait annoncé qu'il était prêt à le signer.

Il faisait, pourtant, une très sérieuse concession puisqu'il acceptait la possibilité d'une « prolongation » pour quatre mois du programme de la Troïka. L'important, pour le gouvernement d'Alexis Tsipras, était ailleurs : **la Grèce aurait pu commencer à mettre en oeuvre son plan d'urgence humanitaire et engager l'application de son programme économique.**

Mais, lors de la réunion, c'est un tout autre document qui a été proposé à la Grèce par le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem. Il n'était plus question de « programme intermédiaire », mais tout simplement de terminer le programme mis en place par la Troïka qui exige, notamment, une réduction du montant des retraites les plus faibles et une nouvelle augmentation de la TVA. La discussion sur les conditionnalités de l'aide été réduite à sa plus simple expression : « *faire le meilleur usage des flexibilités existant dans le programme actuel* ». La réduction du déficit public devait avoir lieu selon le calendrier fixé par la Troïka, sans tenir compte de l'évolution de la situation économique grecque. **Une véritable provocation !**

Les 18 veulent échapper aux conséquences de leur refus de négocier

La Commission européenne continue à nier, même si cela lui est de plus en plus difficile, que le premier document ait été proposé à Yanis Varoufakis. Cela ne changerait, de toute façon, rien sur le fond. **Le document proposé en séance à la Grèce était inacceptable pour cette dernière et ceux qui l'avaient rédigé le savaient parfaitement.** Comment un gouvernement élu sur le refus des plans de destruction sociale de la Troïka aurait-il pu accepter que tout continue comme avant ?

Les conséquences de cette rupture des négociations, si les 18 ne changent pas leur fusil d'épaule, risquent d'être très graves, à moyen terme, non seulement pour la Grèce mais aussi pour l'euro et l'Union européenne. Les 18 ont donc cherché à se protéger des comptes qui leur seraient demandés, en essayant de reporter la responsabilité de cette rupture sur « l'intransigeance » du gouvernement grec.

En fait, **les seuls intransigeants, accrochés à des dogmes qui ont échoué, ce sont les ministres des Finances des 18 qui ont soutenu, sans faille, le document de Jeroen Dijsselbloem.** Vous avez peut-être dépassé la dose létale, ce n'est pas grave, reprenez d'abord une cuillère de notre remède, nous discuterons ensuite : voilà le langage tenu par les 18 !

C'est la ligne dure du ministre des Finances allemand, Wolfgang Schäuble, qui l'a emporté le 16 février

Tous les dirigeants européens savent parfaitement que la dette publique grecque n'est pas remboursable. Aucun pays ne pourrait, pendant des dizaines d'années, dépenser 6 % de son PIB pour le service de sa dette publique, surtout pas la Grèce dans l'état de désolation où l'a plongé la Troïka. Mais tous se refusent à en tirer les conclusions.

Accepter les propositions de Syriza, ce serait avouer que les cures d'austérité imposées aux pays européens, non seulement n'ont servi à rien, mais qu'elles ont, en plus, aggravé la crise.

Angela Merkel s'y refuse car c'est la politique qu'elle a imposé à l'Union européenne, et les médias allemands ont tellement chauffé à blanc l'opinion publique allemande contre les Grecs, ces « fainéants », « amateurs d'ouzo et de sirtakis », qu'il lui est difficile de reconnaître qu'elle a fait fausse route.

La droite qui dirige le Portugal, l'Espagne ou l'Irlande est en fâcheuse position pour les prochaines élections législatives de 2015. Accepter de lâcher du lest à la Grèce serait reconnaître que leurs politiques d'austérité et de démolition des droits sociaux étaient néfastes. Cela ne pourrait que faciliter la victoire du PS portugais, de Podemos ou du Sinn Fein. En France, ce serait reconnaître que la politique d'austérité, les cadeaux au Medef, les attaques contre les acquis sociaux par la loi Sapin ou la loi Macron, ce monument de néolibéralisme, n'avaient et n'ont toujours aucune raison d'être.

Malgré toutes leurs affirmations, la main sur le coeur, le problème des 18 n'est donc pas que la Grèce crève, mais qu'elle le fasse dans les « règles » fixées par la Troïka !

En affirmant que c'est la Grèce qui ferait le choix de quitter la zone euro, les 18, là encore, essaient de fuir leur responsabilité

Les traités européens ne prévoient pas la sortie d'un pays de la zone euro. **Il n'est donc pas possible, démocratiquement, de forcer un pays à quitter l'euro.** Et la Grèce n'a jamais varié d'un iota sur cette question : elle veut rester dans l'euro.

La seule façon d'obliger la Grèce à quitter la zone euro serait donc antidémocratique. **Seule la BCE peut le faire en stoppant l'alimentation en liquidités des banques grecques.** Elle a déjà coupé un moteur de cette alimentation en refusant d'accepter en garantie les titres de la dette publique grecque, sous prétexte que son règlement l'oblige à ne pas accepter des titres mal notés par les agences de notation. L'ennui est que la BCE avait accepté les titres de la dette publique grecque proposés par le gouvernement d'Antonis Samara, alors que la notation de ces titres interdisait déjà de le faire. Qui, après cela, pourrait encore croire à la fable de l'indépendance de la BCE ?

La BCE maintient la Grèce sous perfusion grâce à un dernier moteur, celui de ses fonds d'urgence (ELA). Elle menace, cependant, de couper ce moteur fin février, si les négociations n'ont pas abouti. Là encore, vive l'indépendance de la BCE !

Sans liquidités en euros pour alimenter son système bancaire, soumis à une forte pression, la Grèce n'aura pas alors d'autre choix que le retour à la drachme. Mais les responsables de cette sortie de la Grèce de la zone euro seraient la Commission européenne, la BCE et les gouvernements de la zone euro.

Le gouvernement français doit peser de tout son poids pour que la Grèce puisse sortir de sa situation dramatique et rester dans la zone euro

La proposition de Pierre Moscovici permettait de trouver un compromis. Pourquoi la France y a-t-elle renoncé et accepté l'ultimatum qui a été posé à la Grèce ?

Angela Merkel est maintenant devant une alternative.

La première branche de cette alternative serait de reconnaître que la politique d'austérité qu'elle a imposée à la Grèce mérite d'être assouplie. Elle n'aurait alors aucune garantie que la brèche ainsi ouverte ne s'élargisse, à des rythmes sans doute différents, à l'ensemble de l'Union européenne.

La deuxième branche de l'alternative serait qu'Angela Merkel, adopte la position de son ministre des Finances, le 16 février : elle prendrait alors 5 risques.

- ▶ Le risque d'obliger la Grèce à sortir de la zone euro.
- ▶ Le risque d'une crise bancaire en Grèce, sans garantie que la crise s'arrête aux frontières grecques, même si les banques françaises et allemandes ont réussi à retirer leur épingle du jeu.
- ▶ Le risque de reconnaître que l'euro n'est pas irréversible et d'encourager ainsi la spéculation contre tout pays de cette zone qui serait en difficulté.
- ▶ Le risque d'un défaut de la dette grecque qui représenterait un coût de quelques centaines de milliards de perte pour les finances des Etats européens, car la Grèce n'aurait plus d'autre choix.
- ▶ Le risque de voir la Grèce, un membre de l'UE (et accessoirement de l'OTAN...), ne pas avoir d'autre solution que se tourner vers la Russie pour trouver quelques dizaines de milliards de dollars afin d'éviter l'asphyxie financière.

La France doit peser pour amener la Chancelière allemande à faire le bon choix, pour la Grèce, pour la zone euro et pour l'Union européenne. Cela permettrait, de surcroît, à François Hollande, de pouvoir cesser sa politique d'austérité et de mener une autre politique, conforme à ses engagements pris en 2012.

[« La place de la France est aux côtés de la Grèce ! »](#) écrivaient 50 députés socialistes dans une « tribune » du JDD, le 15 février. François Hollande ferait bien de les écouter !

[1] Voir notamment les précisions apportées par l'article de François Leclerc [« On en sait un peu plus... »](#), le 17 février 2015, sur le blog de Paul Jorion.